



©Ossakowsky

L'engagement des enseignants

entre mutation et continuité

Vous analysez l'engagement des enseignants dans une perspective socio-historique, avec des travaux portant sur l'ensemble du XX^e siècle. Quel est son trait saillant ?

Interview de Laurent Frajerman Chercheur (Centre d'Histoire sociale de Paris I, Observatoire de la vie fédérale FSU)

Professeur agrégé d'Histoire au Lycée Lamartine

Laurent Frajerman : Incontestablement le sur engagement, que ce soit sur le plan de la conflictualité, du taux de syndicalisation, de la participation à de multiples organisations. Bien sûr, tout est relatif, mais ce n'est pas spécifique à notre pays. Dans le monde entier, les enseignants sont à la pointe des mouvements sociaux, du fait notamment de leurs faibles salaires, de leurs compétences⁽¹⁾ et de leur choix d'un travail pour autrui. L'engagement est consubstantiel au métier, ce qui explique sa corrélation en France avec le niveau d'intégration au monde de l'éducation nationale (parents ou conjoints enseignants, ancienneté, exercice de responsabilités, intérêt pour les questions éducatives...). Enfin, les caractéristiques du travail enseignant ont très tôt favorisé un militantisme non militaire, ouvert à l'expression des individualités.

Les enseignants semblent de plus en plus "écrasés" par leur mission, et n'ayant plus la possibilité de prendre le temps et le recul nécessaires à un engagement militant. Qu'en est-il ?

Laurent Frajerman : Objectivement, ils ont plus de temps libre que leurs prédécesseurs. Le temps annuel d'enseignement en classe a diminué d'un tiers dans le premier degré depuis 1894. Les enseignants disposent toujours d'une plus grande disponibilité, propice à l'engagement. La différence me paraît d'abord subjective : quel sens donner au militantisme alors que l'horizon de la transformation sociale paraît obscurci ?

On n'a plus envie de perdre sa vie à vouloir la changer.

Le passé est-il plus glorieux, ou est-ce un mythe ?

Laurent Frajerman : Il est difficile de comparer réellement les périodes, car les sources historiques nous renseignent d'abord sur les responsables des organisations, dont l'engagement est fort et pérenne, mais qui ne correspond pas à l'activité beaucoup plus aléatoire du militant de base. Nous ne disposons pas de sondages, d'enquête sociologique pour bien mesurer cette réalité.

Nombre d'analyses sont influencées par la décennie des années 1970 qui surdétermine notre regard alors que les décennies précédentes étaient beaucoup moins intenses.

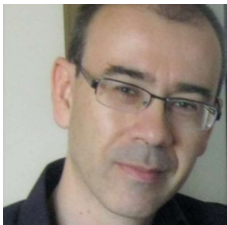
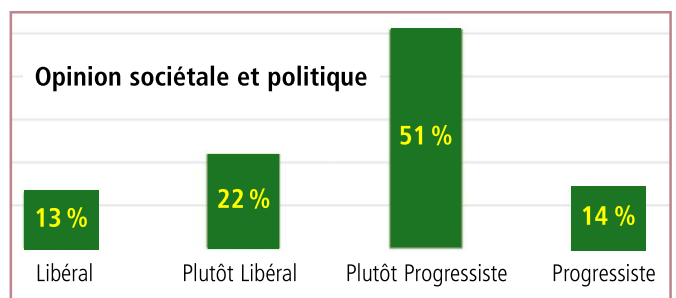
La période post soixante-huitarde, qui fut d'une grande richesse militante, génère de la nostalgie.

Les collectifs étaient plus forts, les enjeux strictement syndicaux mobilisaient les collègues. Mais c'est le passé !

La plupart des enseignants n'ont d'ailleurs pas connu cette période.

Sous la III^e et la IV^e République s'impose le modèle du dirigeant socialiste et laïc, qui commence sa carrière syndicale dans une section locale, pour ensuite prendre des responsabilités nationales tout en militant dans des

On n'a plus envie de perdre sa vie à vouloir la changer



organisations périphériques : à la Ligue de l'enseignement, aux CEMEA, dans les mutuelles. Ces structures très organisées, verticales, pratiquaient les participations croisées.

Leurs cadres étaient motivés par un idéal émancipateur, modéré, mais clairement à gauche.

Ces hommes disposaient du monopole de représentation du milieu enseignant, très féminisé, et n'hésitaient pas à demander de la "discipline" à leurs troupes. La scission de la FEN en 1992 a entériné la disparition de son empire.

Cette construction ne faisait plus sens, ces réseaux se sont considérablement affaiblis, et surtout chaque structure se cantonne désormais à son domaine d'intervention. Il y a moins de cohérence, les grandes organisations qui structuraient le champ ne sont que l'ombre de ce qu'elles étaient.

Quel est le paysage sur le plan politique ?

Laurent Frajerman : Il est frappant de constater la stabilité des représentations politiques, avec une gauche radicale forte dans les milieux militants, un centre de gravité au centre gauche, un centre droit solide et une droite bien plus faible que dans le reste de la société (l'extrême droite est négligeable).

Mais l'offre politique est beaucoup moins structurée par les partis et le débat d'idées s'est étiolé par rapport aux années 1970.

Les recherches constatent une forme de repli du monde enseignant sur lui-même (plus grande endogamie, affaiblissement des liens avec l'éducation populaire...), avec pour corollaire un net recul de leur influence politique, notamment sur le PS et les verts. Curieusement, leur engagement partidairiste reste au même niveau depuis le choc des années 1980 (la déception engendrée par l'exercice du pouvoir par François Mitterrand), et est quatre fois plus élevé que pour l'ensemble des Français⁽²⁾.

On assiste néanmoins à la fin des "grands récits", tel le plan Langevin Wallon. Ceux qui s'investissent dans cette époque désenchantée ne nourrissent pas d'espoirs immenses, mais veulent être utiles aux autres et obtenir des changements concrets.

Ce qui convient bien au syndicalisme...

Voit-on émerger de nouvelles formes d'engagement ?

Laurent Frajerman : Le mouvement associatif est censé remplacer syndicats et partis, étiquetés comme traditionnels. Ce n'est pas évident : les syndicats ont des effectifs plus importants que les associations de défense d'une cause (protection de l'environnement, Droits de l'Homme, antidiscrimination...)⁽³⁾.

On oppose fréquemment les structures organisées à d'autres formes de mouvements, spontanéistes et jugés plus modernes.

Certaines mobilisations (féminisme, avenir de la planète...) fonctionnent sur ce modèle, avec des réseaux d'associations et une communication affûtée. Pourtant, lorsqu'une structure du premier type s'affaiblit, on constate rarement de phénomène de substitution au bénéfice du second, mais plutôt un désinvestissement.

Les organisations les plus fluides ne durent pas, justement parce qu'elles ne sont pas faites pour cela. Par exemple, les "stylos rouges" ne subsistent que parce qu'ils ont été investis par des militants très à gauche, aux savoir-faire militants.

Les structures informelles et temporaires ont toujours



existé. En 1987, avec la coordination qui animait le mouvement contre le projet de transformer les directeurs d'école en supérieurs hiérarchiques de leurs adjoints, on a constaté qu'un syndicat même dominant pouvait voir son leadership contesté de l'extérieur s'il n'est pas en phase avec sa base.

La différence est qu'aujourd'hui les technologies modernes de l'information permettent de se déployer à un niveau inégalé et en un temps record.

Le besoin subsiste de structures pérennes, construites solidement et qui accumulent patiemment un capital (matériel, idéologique, humain).

La nouveauté est que ces organisations peuvent moins justifier leur existence par leurs seules ressources. Elles ne sont pas invalidées par une critique de type anarchiste, mais sommées de prouver leur pertinence. Finies les rentes de situation !

Alors, on ne milite plus de la même façon qu'au XX^e siècle ?

Laurent Frajerman : Une évolution majeure touche à la dimension sexuée, avec la disparition d'une forme d'engagement conjugal, dans lequel la femme s'occupait du foyer pour libérer du temps militant à l'homme. Les rares femmes en responsabilité étaient le plus souvent célibataires.

Le militantisme d'aujourd'hui est moins sacrificiel et moins durable. Ainsi, j'ai été surpris par la capacité de la FSU à trouver de nouveaux cadres, mais aussi par leur rotation bien plus importante que par le passé.

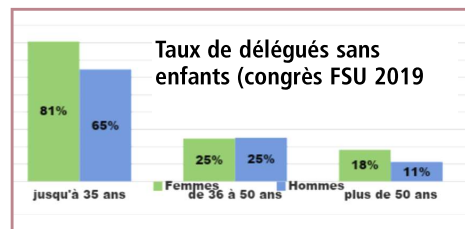
Le vieux débat avec l'École émancipée sur la limitation des mandats a perdu sa raison d'être !

Garder les militants, préserver l'expertise syndicale implique d'une part un effort permanent de formation.

Un responsable de la CFE-CGC définit la formation comme devant "permettre d'entrer dans le syndicalisme, mais également d'en sortir"⁽⁴⁾...

Dans ce but, la CGT accompagnait ses dirigeants en reconversion dans un parcours scolaire ou universitaire destiné à certifier les compétences acquises.

Parmi les démarches qui prennent acte de la professionnalisation du travail militant, l'UNSA éducation promeut une réflexion sur le développement professionnel de ses cadres⁽⁵⁾.



Cet enjeu demande d'autre part une adaptation du rythme et des modalités du militantisme, principalement par une recherche d'équilibre avec la vie privée. Toutes les réunions sont-elles indispensables ?

Faut-il être nombreux pour rencontrer l'administration ?

La place des femmes dans les organisations n'est pas non plus acquise, même si des progrès sont effectués.

●●● L'enquête menée par le secteur femmes lors du dernier congrès de la FSU ouvre des perspectives : 45 % des parcours militants ont débuté par une sollicitation directe.

Ce qui montre à la fois la persistance des pratiques de cooptation et le besoin d'être pro actif pour stimuler les vocations.

Notamment pour les mères de jeunes enfants, qui sont 60 % dans ce cas contre 48 % des femmes sans enfants et 42 % des hommes.

La place de la parentalité montre l'intérêt d'une analyse en termes de cycles de vie. Beaucoup de femmes s'engagent avant d'avoir des enfants et/ou après que ceux-ci aient grandi : 75 % des déléguées de plus de 50 ans ont des enfants, majoritairement majeurs, c'est l'inverse pour les moins de 35 ans.

Percevez-vous un phénomène de clivage générationnel chez les enseignants ?

Laurent Frajerman : Mes sources (questionnaires, enquêtes de terrain) convergent vers un résultat contre-intuitif ! Sur beaucoup d'aspects, on ne remarque pas d'écart flagrant, de mentalité différente entre les jeunes enseignants et leurs aînés, par exemple sur les questions pédagogiques, la satisfaction au travail. Ils sont cependant moins enclins à critiquer les réformes, ont un a priori moins négatif sur les gouvernements. Autrement dit, les jeunes ne prennent aucun discours pour argent comptant, tant celui du ministère que celui des contre-pouvoirs syndicaux.

La déception envers le centre gauche bénéficie à la gauche radicale, mais aussi au centre droit. Est-ce un effet temporaire, lié à l'élection d'Emmanuel Macron ? Dotés d'une socialisation familiale au syndicalisme identique à celle des autres générations, ils ont une bonne image du syndicalisme, et ne sont pas moins syndiqués que les autres.

N'oublions pas qu'ils éprouvent l'utilité du syndicat dans son rôle de socialisation, d'information. La dimension utilitaire n'est pas prégnante dans l'adhésion d'après leurs déclarations.

En revanche, ils votent moins aux élections professionnelles, pour des raisons pratiques : ils ne sont pas assez conscients de l'enjeu pour dépasser la complexité du système électronique. Et ils se différencient de leur aîné sur la manière de lutter. Les jeunes expriment un désaccord sur la nécessité pour le syndicalisme d'établir un rapport de force et affichent une moindre propension à la grève. La transmission de la culture surconflictuelle du milieu est impactée par une expérience décevante, l'absence de grèves clairement victorieuses.

Enfin, les jeunes sont beaucoup plus qualifiés, particulièrement parmi les professeurs des écoles : la proportion de mentions bien et très bien au bac, d'études de troisième cycle explose.

Leur socialisation par l'université est renforcée, alors qu'il n'existe plus de syndicalisme étudiant crédible.

Quel est l'impact de cette évolution sur les syndicats ?

Laurent Frajerman : L'engagement enseignant persiste tout en changeant, ce qui demande de ne pas surestimer cette mutation ni se tromper sur son sens. Le fatalisme pèse, induit par une perplexité sur l'alternative aussi bien au plan global (les perspectives de changement de société), que localisé (les résultats des combats des dernières années).

Les sources d'informations disponibles au début du XX^e siècle étaient rares : la presse générale, la radio et le journal syndical, d'où son importance. La participation aux réunions était limitée, il ne faut donc pas exagérer l'importance du syndicalisme, même si se syndiquer revêtait également une dimension symbolique, d'appartenance au corps enseignant.

Le monde a changé, nous sommes submergés d'informations.

Un collègue blogueur peut concurrencer les experts syndicaux sur leur cœur de métier⁽⁶⁾. Malgré cela, le syndicat conserve un rôle important pour les enseignants, les sites des syndicats sont consultés en premier pour toutes les questions corporatives ou touchant au métier.

Être une institution est une force pour eux, cela les légitime et les place au centre du jeu.

Le syndicalisme est un survivant du paysage structuré d'autrefois. 30 % de syndiqués : ce taux n'a pas diminué depuis la scission de la FEN en 1992, et constitue un des chiffres les plus élevés du pays.

Le syndicalisme a besoin à la fois d'être lucide sur ses faiblesses et d'éviter le piège du déclinisme.

Ce discours est omniprésent dans les médias, certains rêvant d'en faire une prophétie autoréalisatrice. Il est également très en vogue dans les organisations qui évitent ainsi d'interroger leurs pratiques, leur capacité à être au contact de la profession.

Les évolutions dont nous venons de parler requièrent une démarche syndicale combative et pragmatique. L'enjeu pour Unité & Action est dans cette dialectique : dénoncer les dangers, sans nourrir le renoncement par un discours manichéen.

Ainsi l'article 1 de la Loi Blanquer est dangereux, mais n'interdit nullement l'expression publique des enseignants ! Je crois à l'explicitation du travail syndical, patient et tenace, au besoin de tenir un discours positif dès que c'est possible.

À ce titre, pourquoi ne pas se féliciter de la suspension de la réforme des retraites, qui est un recul de Macron obtenu sous la pression du mouvement social ?

1. Notamment la capacité à rédiger, s'exprimer en public etc. Laurent Frajerman, "L'engagement des enseignants. Figures et modalités, 1918-1968", Histoire de l'éducation, n°117, janvier 2008, 57-95.

2. 1,2 % en 2016, Insee, enquête SRCV-Silc.

3. 19 %, ce qui constitue néanmoins un chiffre conséquent. Source : Militens, questionnaire scientifique FSU/DEPP/CERAPS université de Lille, dirigé par Laurent Frajerman. Echantillon représentatif de 3 300 enseignants.

4. Corinne Delmas, "Formation et identité syndicale à la CFE-CGC", Travail et Emploi, n° 144, 2015, 31-59.

5. Denis Adam, "Développement professionnel des militant.e.s de l'UNSA Éducation", rapport de recherche IRES/CHA UNSA, 2020.

6. Par exemple, Lucien Marboeuf tient un blog et un compte Twitter très précieux sur les questions revendicatives.

